

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1333

7 mai 2016

SOMMAIRE

Akido Properties S.A.	63950	Lux-World Fund	63940
Amazon Europe Holding Technologies S.à r.l.	63966	M Luxembourg SIF	63951
Amazon Europe Holding Technologies S.C.S.	63966	Odyssee Investments Holding S.A.	63949
Aviso Investment S.A.	63939	PHS General Design SCA	63947
Axsol Group S.A.	63982	Ragtime Investissements S.A.	63949
Banque Degroof Luxembourg S.A.	63948	Selmira S.A.	63944
BANQUE DEGROOF PETERCAM LUXEM- BOURG S.A.	63948	Thiam S.A.	63950
Corolla Holding S.A.	63939	UniEuroRenta EM 2021	63948
Dams Développement S.à r.l.	63939	UniEuroRenta EM 2021	63965
Dengold Overseas S.A., SPF	63947	UniEuroRenta EmergingMarkets	63946
Editpress Luxembourg S.A.	63940	UniEuroRenta EmergingMarkets	63981
Elm Development Estate S.A.	63947	UniEuroRenta Real Zins	63981
Etive Investments S.A.	63949	UniEuroRenta Real Zins	63981
Europe 27 S.A.	63983	UniEuroStoxx 50	63965
Eye Shelter S.A.	63950	UniEuroStoxx 50	63965
Habitat International S.A.	63938	UniExtra: EuroStoxx 50	63943
Kymar S.A.	63948	UniExtra: EuroStoxx 50	63945
Launer International S.A.	63983	UniGlobal II	63983
LF Hotels Acquisition S.à r.l.	63983	UniGlobal II	63984
Luxallim S.A.	63942	UniKonzept Dividenden	63984
Lux-Avantage Sicav	63946	UniKonzept Dividenden	63984
Lux Electronic Company S.A.	63941	UniKonzept: Portfolio	63982
Lux-Equity	63942	UniMarktführer	63984
Lux European Holdings Subsidiary S.à r.l. ..	63983	Union Investment Luxembourg S.A.	63965
Lux-Euro-Stocks	63941	Union Investment Luxembourg S.A.	63951
Lux-Index US.	63938	Union Investment Luxembourg S.A.	63965
Lux-Sectors SICAV	63944	UnionProtect: Europa (CHF)	63982
Lux-Top 50 SICAV	63945	UnionProtect: Europa (CHF)	63982
		UniVario Point: Sicherheit	63984

Habitat International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 163.040.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 mai 2016 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. nomination éventuelle d'un nouveau Commissaire aux Comptes ;
7. nomination d'un Administrateur en remplacement d'un Administrateur démissionnaire ;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016101613/10/20.

Lux-Index US., Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 75.343.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 mai 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 8 juin 2016 à 11.15 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 9 mars 2016 entre les sociétés LUX-AVANTAGE, LUX-EQUITY, LUX-EURO-STOCKS, LUX-INDEX US, LUX-PROTECT FUND, LUX-SECTORS, LUX-TOP 50 et LUX-WORLD FUND.
2. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-INDEX US S&P 100(r) à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY NORTH AMERICA, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-INDEX US S&P 100(r) dans le compartiment LUX-EQUITY NORTH AMERICA, avec date d'effet au 17 juin 2016.
3. Dissolution sans liquidation de la Société suite à la fusion.
4. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 31 mars 2016.
5. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 31 mars 2016; affectation des résultats.
6. Décharge aux administrateurs.
7. Divers.

Le projet commun de fusion est disponible sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir la moitié au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103837/755/34.

Dams Développement S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 151.218.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *26 mai 2016* à 16.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. nomination éventuelle d'un nouveau Commissaire aux comptes ;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016101614/10/19.

Corolla Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 88.309.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *27 mai 2016* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire ;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016101616/10/19.

Aviso Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 174.766.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le *27 mai 2016* à 9.00 heures au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2015.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103832/534/16.

Editpress Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4050 Esch-sur-Alzette, 44, rue du Canal.

R.C.S. Luxembourg B 5.407.

—
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

aura lieu le mardi, 24 mai 2016 à 17h au siège social à Esch-sur-Alzette, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'administration sur l'exercice 2015.
2. Lecture du rapport du réviseur d'entreprises sur l'exercice 2015.
3. Approbation du bilan et du compte des profits et pertes de l'exercice 2015.
4. Affectation du résultat de l'exercice 2015.
5. Décharge et quitus au Conseil d'administration, aux vérificateurs aux comptes et au réviseur d'entreprises.
6. Nominations statutaires
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103825/17.

Lux-World Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 48.864.

—
Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 mai 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 8 juin 2016 à 11.30 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 9 mars 2016 entre les sociétés LUX-AVANTAGE, LUX-EQUITY, LUX-EURO-STOCKS, LUX-INDEX US, LUX-PROTECT FUND, LUX-SECTORS, LUX-TOP 50 et LUX-WORLD FUND.
2. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-WORLD FUND GROWTH par le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-WORLD FUND GROWTH dans le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
 - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
 - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par Ernst & Young S.A., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-WORLD FUND GROWTH.
3. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-WORLD FUND EMERGING MARKETS à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY EMERGING MARKETS, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-WORLD FUND EMERGING MARKETS dans le compartiment LUX-EQUITY EMERGING MARKETS, avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
 - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
 - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par Ernst & Young S.A., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-WORLD FUND EMERGING MARKETS.
4. Dissolution sans liquidation de la Société suite à la fusion.
5. Décharge aux administrateurs.
6. Divers.

Le projet commun de fusion est disponible sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir la moitié au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le point (2) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-WORLD FUND GROWTH, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Le point (3) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-WORLD FUND EMERGING MARKETS, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103828/755/50.

Lux Electronic Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 141.706.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de LUX ELECTRONIC COMPANY S.A. Société Anonyme 44, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg R.C.S. Luxembourg B 141.706 qui se tiendra le vendredi 27 mai 2016 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103829/755/19.

Lux-Euro-Stocks, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 64.058.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 mai 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 8 juin 2016 à 10.30 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 9 mars 2016 entre les sociétés LUX-AVANTAGE, LUX-EQUITY, LUX-EURO-STOCKS, LUX-INDEX US, LUX-PROTECT FUND, LUX-SECTORS, LUX-TOP 50 et LUX-WORLD FUND.
2. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-EURO-STOCKS 1 à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY EUROPE, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-EURO-STOCKS 1 dans le compartiment LUX-EQUITY EUROPE, avec date d'effet au 17 juin 2016; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-EURO-STOCKS 1.
3. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-EURO-STOCKS TECDAX(r) par le compartiment LUX-EQUITY EUROPE conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-EURO-STOCKS TECDAX(r) dans le compartiment LUX-EQUITY EUROPE avec date d'effet au 17 juin 2016; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-EURO-STOCKS TECDAX(r).
4. Dissolution sans liquidation de la Société suite à la fusion.
5. Décharge aux administrateurs.

6. Divers.

Le projet commun de fusion est disponible sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir la moitié au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le point (2) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-EURO-STOCKS 1, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Le point (3) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-EURO-STOCKS TECDAX(r), qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103830/755/42.

Luxallim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 136.047.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme LUXALLIM S.A. sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 20 mai 2016 à 14.30 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2015.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103831/750/15.

Lux-Equity, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 45.423.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 mai 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 8 juin 2016 à 10.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 9 mars 2016 entre les sociétés LUX-AVANTAGE, LUX-EQUITY, LUX-EURO-STOCKS, LUX-INDEX US, LUX-PROTECT FUND, LUX-SECTORS, LUX-TOP 50 et LUX-WORLD FUND.
2. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-WORLD FUND GROWTH par le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-WORLD FUND GROWTH dans le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
 - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
 - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par PricewaterhouseCoopers S.C., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant.
3. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-WORLD FUND EMERGING MARKETS à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY EMERGING MARKETS, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert

de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-WORLD FUND EMERGING MARKETS dans le compartiment LUX-EQUITY EMERGING MARKETS, avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:

- le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
 - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par PricewaterhouseCoopers S.C., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant.
4. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-AVANTAGE I par le compartiment LUX-EQUITY EUROPE conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-AVANTAGE I dans le compartiment LUX-EQUITY EUROPE avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
 - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
 - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par PricewaterhouseCoopers S.C., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant.
 5. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-PROTECT FUND 1 à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY LOW VOLATILITY, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-PROTECT FUND 1 dans le compartiment LUX-EQUITY LOW VOLATILITY, avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
 - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
 - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par PricewaterhouseCoopers S.C., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant.
 6. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-EQUITY ECO GLOBAL par le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-EQUITY ECO GLOBAL dans le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) avec date d'effet au 17 juin 2016; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-EQUITY ECO GLOBAL.
 7. Modification de tous les articles des statuts, dont l'article 4 relatif à l'objet social de la société qui prendra la teneur suivante : " La Société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées et autres avoirs autorisés par la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la "Loi") dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.
D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet dans le sens le plus large de la Loi. "
 8. Refonte complète des statuts.
 9. Divers.

Le projet complet des modifications statutaires ainsi que le projet commun de fusion sont disponibles sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir la moitié au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le point (6) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-EQUITY ECO GLOBAL, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103834/755/73.

UniExtra: EuroStoxx 50, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102715/10.

(160072795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Selmira S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 135.170.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme SELMIRA S.A. sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 20 mai 2016 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2015.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103836/750/15.

Lux-Sectors SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.
R.C.S. Luxembourg B 70.257.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 mai 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 8 juin 2016 à 11.45 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 9 mars 2016 entre les sociétés LUX-AVANTAGE, LUX-EQUITY, LUX-EURO-STOCKS, LUX-INDEX US, LUX-PROTECT FUND, LUX-SECTORS, LUX-TOP 50 et LUX-WORLD FUND.
2. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-SECTORS TOP BRANDS par le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-SECTORS TOP BRANDS dans le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) avec date d'effet au 17 juin 2016; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-SECTORS TOP BRANDS.
3. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-SECTORS INFORMATION TECHNOLOGIES à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY INFORMATION TECHNOLOGIES, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-SECTORS INFORMATION TECHNOLOGIES dans le compartiment LUX-EQUITY INFORMATION TECHNOLOGIES, avec date d'effet au 17 juin 2016; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-SECTORS INFORMATION TECHNOLOGIES.
4. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-SECTORS PHARMA & HEALTH CARE à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY PHARMA & HEALTH CARE, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-SECTORS PHARMA & HEALTH CARE dans le compartiment LUX-EQUITY PHARMA & HEALTH CARE, avec date d'effet au 17 juin 2016; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-SECTORS PHARMA & HEALTH CARE.
5. Dissolution sans liquidation de la Société suite à la fusion.
6. Décharge aux administrateurs.
7. Divers.

Le projet commun de fusion est disponible sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir la moitié au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le point (2) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-SECTORS TOP BRANDS, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Le point (3) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-SECTORS INFORMATION TECHNOLOGIES, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Le point (4) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-SECTORS PHARMA & HEALTH CARE, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103833/755/53.

Lux-Top 50 SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 59.731.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 mai 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 8 juin 2016 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 9 mars 2016 entre les sociétés LUX-AVANTAGE, LUX-EQUITY, LUX-EURO-STOCKS, LUX-INDEX US, LUX-PROTECT FUND, LUX-SECTORS, LUX-TOP 50 et LUX-WORLD FUND.
2. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-TOP 50 GLOBAL par le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-TOP 50 GLOBAL dans le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) avec date d'effet au 17 juin 2016.
3. Dissolution sans liquidation de la Société suite à la fusion.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Le projet commun de fusion est disponible sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir la moitié au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103838/755/31.

UniExtra: EuroStoxx 50, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102714/10.

(160072794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Lux-Avantage Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 46.041.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 mai 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 8 juin 2016 à 10.45 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 4 des statuts concernant l'objet social, qui prendra la teneur suivante : " La société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.
Dans le cadre de la réalisation de son objet social, la société peut notamment, sans que cette énumération soit limitative, mais sous réserve du respect de la politique d'investissement conformément à l'article 20 des présents statuts, acquérir par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi qu'aliéner par vente, échange ou de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces, gérer ou mettre en valeur le portefeuille qu'elle détiendra et, d'une façon générale, prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet dans le sens le plus large de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif. "
2. Modification des articles 5, 21, 25, 33 et 35 des statuts.
3. Refonte complète des statuts.
4. Approbation du projet commun de fusion daté du 9 mars 2016 entre les sociétés LUX-AVANTAGE, LUX-EQUITY, LUX-EURO-STOCKS, LUX-INDEX US, LUX-PROTECT FUND, LUX-SECTORS, LUX-TOP 50 et LUX-WORLD FUND.
5. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-AVANTAGE I par le compartiment LUX-EQUITY EUROPE conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-AVANTAGE I dans le compartiment LUX-EQUITY EUROPE avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
 - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
 - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par PricewaterhouseCoopers S.C., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant.
6. Dissolution sans liquidation de la Société suite à la fusion.
7. Décharge aux administrateurs.
8. Divers.

Le projet complet des modifications statutaires ainsi que le projet commun de fusion sont disponibles sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir la moitié au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103839/755/46.

UniEuroRenta EmergingMarkets, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102722/10.

(160072802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

PHS General Design SCA, Société Anonyme.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 31, rue du Fort Elisabeth.
R.C.S. Luxembourg B 181.572.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *18 mai 2016* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Gérant portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge au Réviseur et au Gérant ;
6. divers.

Le Gérant

Référence de publication: 2016097224/10/17.

Dengold Overseas S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 76.796.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 11 avril 2016, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *23 mai 2016* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016095106/795/19.

Elm Development Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2533 Luxembourg, 33, rue de la Semois.
R.C.S. Luxembourg B 180.907.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *17 mai 2016* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge à l'Administrateur Unique et au Commissaire aux Comptes ;
6. nomination éventuelle d'un nouveau Commissaire aux Comptes ;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016097213/10/19.

Kymar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 123.425.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *May 17, 2016* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at November 30, 2015
3. Ratification of the co-optation of a Director
4. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2016099313/795/16.

UniEuroRenta EM 2021, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102718/10.

(160072798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

**BANQUE DEGROOF PETERCAM LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme,
(anc. Banque Degroof Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 25.459.

Messieurs et Mesdames les Actionnaires de la Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A. sont invités à participer à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

des Actionnaires qui se tiendra le *17 mai 2016* à 10h au siège social de la Banque au 12, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg et dont l'ordre du jour est le suivant :

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du bilan et du compte de pertes et profits, sociaux et consolidés, arrêtés au 31 décembre 2015 ;
2. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises ;
3. Affectation du résultat de l'exercice ;
4. Décharge à donner aux administrateurs de la Société ;
5. Approbation des comptes au 31 décembre 2015 de la société absorbée Petercam (Luxembourg) S.A. suite à la fusion-absorption de Petercam (Luxembourg) S.A. par la Banque Degroof Luxembourg S.A. et approbation du rapport du Conseil d'Administration et du Réviseurs d'entreprises ;
6. Décharge à donner aux administrateurs de la société absorbée Petercam (Luxembourg) S.A. suite à la fusion-absorption de Petercam (Luxembourg) S.A. par la Banque Degroof Luxembourg S.A. ;
7. Nominations statutaires ;
8. Divers.

Pour être admis à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions (nominatives et au porteur), conformément aux statuts, devront obtenir au moins cinq jours avant la date de l'assemblée une carte d'entrée moyennant le blocage de leurs titres auprès de la Banque (actions nominatives) ou du dépositaire (actions au porteur) qui est la Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A., Département Agent de Transfert (Mme Daniela Di Dodo au n° 45.35.45.20.66. ou par E-mail à l'adresse opcat@degroof.lu).

Pour toute question complémentaire concernant cette assemblée, veuillez contacter

Mme Chantal Hagen- De Mulder au n° 45.35.45.23.22

Référence de publication: 2016097214/32.

Odyssee Investments Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 51.523.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *May 17, 2016* at 2.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2015
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2016099312/795/15.

Etive Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 150.154.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *17 mai 2016* à 17.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Directoire et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur les comptes annuels de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. ratification de la cooptation d'un Membre du Directoire, et décharge accordée au Membre du Directoire démissionnaire ;
6. décharge aux Membres du Directoire, aux Membres du Conseil de Surveillance et au Commissaire aux Comptes ;
7. nomination du Commissaire aux Comptes ;
8. divers.

LE DIRECTOIRE

Référence de publication: 2016097215/10/21.

Ragtime Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 132.148.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *18 mai 2016* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016097216/10/18.

Akido Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 123.424.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *May 17, 2016* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at November 30, 2015
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the modified Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2016099314/795/17.

Eye Shelter S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 159.398.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *18 mai 2016* à 17.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire ;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes ;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016097218/10/20.

Thiam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 81.911.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *19 mai 2016* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. ratification de la cooptation de deux Administrateurs et décharge accordée aux Administrateurs démissionnaires ;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
7. nomination éventuelle d'un nouvel Administrateur ;
8. divers.

Référence de publication: 2016097219/10/20.

Union Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 28.679.

Bestellung eines Geschäftsführers

Herr Dr. Joachim von Cornberg wurde zum 1. Januar 2016 in die Geschäftsführung der Union Investment Luxembourg S.A. bestellt. Die Berufsadresse von Herrn Dr. von Cornberg lautet 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 4. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Petra Hauer / Sylvia Sasso-Sant

Référence de publication: 2016080538/14.

(160046017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

M Luxembourg SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 171.539.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of the month of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of M Luxembourg SIF (the "Company"), having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 171.539, incorporated by deed of the undersigned notary on 17 September 2012, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), Nr. C-2430 on 29 September 2012.

The meeting was presided over by Ms Carine Mayer, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Ms Mathilde Rousseau, juriste, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms Mireille Jammaers, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The Meeting was initially convened so as to be held on 22 December 2015.

The sole shareholder decided, while in session, to postpone the meeting to a later date but not later than 31 December 2015.

II. The shareholder represented and the number of shares held by him are shown on the attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary.

This list as well as the proxy signed ne varietur will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

III. It appears from the attendance list that the entire corporate capital is represented at the present meeting and that the shareholder declare i) himself duly informed of the agenda and ii) to waive any convening notice requirements so that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below.

IV. The agenda of the meeting is the following:

- Approval of the Demerger Proposal and decision to realise the demerger of the Company, according to articles 288 and 307 of the 1915 Law by the transfer, without dissolution, of part of the Company's assets and liabilities to the New Company (to be incorporated under the name of M Global Solutions) and approval of the articles of incorporation of such New Company substantially in the form published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), of 21 November 2015.

V. The board of directors of the Company has decided at its meeting of 6 November 2015 to propose to the shareholders of the Company to demerge the Company into one (1) new public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable capital specialised investment fund (société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé) (hereinafter referred to as the "New Company") to bear the corporate denomination of "M Global Solutions" and having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, by a contribution in kind of part of the assets and liabilities of the Company to the New Company.

VI. The board of directors of the Company has approved the demerger proposal at its meeting of 6 November 2015 (the "Demerger Proposal") and that the Demerger Proposal has been published on 21 November 2015 in the Mémorial, number 3165.

VII. In accordance with article 296 of the Law the shareholders have waived their right to receive the management report provided for by article 293 of the Law, the expert report provided for by article 294 of the Law and the items provided for by article 295 paragraph (1), c), d) and e) of the Law.

VIII. The documents required by article 295 paragraph (1) of the Law have been made available at the registered office of the Company at least one month before the date of the present general meeting.

IX. The meeting noted the special report of the auditors, which will remain annexed to the present, the conclusion of which reads as follows:

"Based on the work performed and described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the net asset value of M Luxembourg SIF -Global Assets Brisa as detailed in Appendix 1, at 11 December 2015, does not correspond at least in value to the minimum amount prescribed by article 26 of the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended, for a Luxembourg public limited company."

After the meeting approved the foregoing, the meeting unanimously took the following resolution:

Sole resolution

The meeting resolved to approve the Demerger Proposal as published in the Mémorial number 3165 of 21 November 2015 in all its provisions and in its entirety, without exception and reserves.

The meeting further resolved to realise the demerger of the Company by the incorporation of the New Company and transferring part of the assets and liabilities of the Company to the New Company in accordance with the published Demerger Proposal.

As a consequence of the above resolutions, the meeting requested the notary to state that the articles of incorporation of the New Company to read as follows:

ARTICLES OF INCORPORATION THE NEW COMPANY:

M Global Solutions

Title I. Denomination, Registered office, Duration, Object

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (investment company with variable capital specialised investment fund) under the name of " M Global Solutions " (the "Company").

Art. 2. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors (the "Board"). If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may transfer the registered office of the Company to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 4. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company qualifies as an alternative investment fund in accordance with the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "Law of 2013") implementing Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "Law") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Title II. Share capital - Shares

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value (the "Shares") and shall at any time be equal to the net assets of the Company (the "Net Asset Value") as defined in article 11 hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law.

The Board may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71 of the Law, (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund").

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The Shares to be issued in a Sub-Fund may, as the Board shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board.

The Board may decide to consolidate or split the Shares of any Class.

The Board may also submit the question of the consolidation of Shares of any Class to the general meeting of shareholders of Shares of such Class. Such meeting shall decide on the consolidation with simple majority of votes cast.

The proceeds from the issuance of Shares of any Class within a Sub-Fund shall be invested pursuant to article 4 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the Board shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

Art. 6. The Board is authorised without limitation to issue further partly or fully paid Shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the sales documents, without reserving to existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the Shares to be issued.

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, the issue price shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class of Shares as determined in accordance with the provisions of article 11 hereof plus a sales charge or other charges, if any, as the sales documents may provide.

The Board may delegate to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new Shares.

The Board is further authorised and instructed to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the Shares.

The issue of Shares of a Sub-Fund or Class shall be suspended if the determination of the Net Asset Value of such Sub-Fund or Class is suspended pursuant to article 13 hereof.

The Board may decide to issue Shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. In such case, the assets contributed shall be valued in a report issued by the approved statutory auditor of the Company, to the extent required by Luxembourg law and regulations. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder or a third party, unless the Board considers that the contribution in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Art. 7. The Company will issue Shares in registered form only. Unless a shareholder elects to obtain share certificates, he will receive instead a confirmation of his shareholding.

If a shareholder desires that more than one share certificate be issued for his shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive share certificates or a confirmation of his shareholding.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

All issued Shares of the Company shall be inscribed in the register of shareholders (the "Register"), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company. The Register shall contain the name of each shareholder of registered Shares, his/her/its residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and Class(es) of Shares held by him/her/it.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register. In the event of joint shareholders of Shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that a shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his/her/its address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered in the Register as full owner of the Shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such Shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he/she/it might properly have to request a change in the registration of his/her/its Shares.

The Company will recognise only one shareholder in respect of a Share in the Company. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant Share or Shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered shareholder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint shareholders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Fractions of Shares up to four decimal places will be issued if so decided by the Board and disclosed in the sales documents. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

Transfer of Shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Corporation, and (b), if no share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the Register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor. The Company may also recognize any other evidence of transfer satisfactory to it. The Company may charge a fee to cover reasonable costs associated with the transfer, such costs to be borne by either the transferee or transferor.

The Company will refuse to give effect to any transfer of Shares and refuse any transfer of Shares to be entered in the Register in circumstances where such transfer would result in Shares being held by any person precluded from holding Shares in the Company.

Art. 8. Restriction on ownership. The Board shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by or on behalf of any person, firm or corporate body, (i) if the holding of Shares by such person, firm or corporate body results in a breach of the law or regulations of Luxembourg or any country or governmental or regulatory authority, or (ii) if such holding may be detrimental to the Company or its shareholders, or (iii) if the Company or its shareholders may suffer adverse regulatory, tax or fiscal consequences, or (iv) if such person, firm or corporate body would not comply with specific eligibility criteria for a specific Sub-Fund or Class as determined by the Board and laid down in the sales documents of the Company, or (v) if the beneficial ownership of such Shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the Board exceeding the maximum percentage fixed by the Board of the Company's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are shareholders of the Company exceeds a number fixed by the Board (the "maximum number"); (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board being herein referred to as "Prohibited Persons").

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any Prohibited Person, and, without limitation, by any "US Person", as defined hereafter. In the context of this Article a "US Person" or "U.S. Specified Person" shall qualify as a "Prohibited Person"..

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any Share or to register any transfer of any Share where it appears to it that such registry would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Share rests or will rest in a Prohibited Person;

c) decline to accept the vote of any Prohibited Person; and

d) where it appears to the Company that any Prohibited Person whom the Company reasonably believes to be a Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of Shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his/her/its Shares to a person qualified to own such Shares, or (b) request the shareholder to redeem his/her/its Shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all Shares he/she/it holds in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the shareholder holding such Shares or appearing in the Register as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as

aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the redemption price in respect of such Share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his/her/its last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the Shares previously held or owned by him/her/it shall be cancelled;

2) The price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount based on the Net Asset Value per Share in the Company of the relevant Class, determined in accordance with article 11 hereof less any charges (if any); where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the Redemption Price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the Redemption Price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provides the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class of Shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in in Regulations, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1993, as amended (the "1993 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulations of the 1993 Act or a "Specified U.S. Person" as defined by the Foreign Account Tax Compliance Act of 2010, as may be amended (FATCA).

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Art. 9. Redemption and Conversion of Shares. As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his/her/its Shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the Board in the sales documents. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form, subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares, together with the delivery of the certificate or certificates for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, the redemption price shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class of Shares as determined in accordance with the provisions of article 11 hereof as at the applicable Valuation Day, less such charges and adjustments, if any, as the sales documents may provide. This price may be rounded up or down to the nearest decimal, as the Board may determine, and such rounding will accrue to the benefit of the Company, as the case may be. The redemption price per Share shall be paid within a period as determined by the Board in the sales documents provided that any requested documents have been received by the Company, subject to article 13 hereof.

The Board may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of Shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be disclosed in the sales documents relating.

The Board may delegate to any duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

The Board may (subject to the principle of equitable treatment of shareholders and the consent of the shareholder(s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the Shares to be redeemed as described in the sales documents.

To the extent required by Luxembourg laws and regulations or by the Board, such redemption will be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company, unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to article 13 hereof. Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, any shareholder may request conversion of whole or part of his/her/its Shares of one Class of a Sub-Fund into Shares of another Class of that Sub-Fund or of another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the Shares of the relevant Classes, provided that the Board may impose such restrictions as disclosed in the sales documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

If redemption requests for more than a certain percentage of the Net Asset Value of a Sub-Fund, as determined by the Board and disclosed in the sales documents of the Company (the "Threshold"), are received, then the Company may limit redemptions so they do not exceed this Threshold. In such event, redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption request honoured; the balance of such redemption requests shall be processed by the Company on the next day at the Net Asset value per Share applicable on such next day on which redemption requests are accepted, subject to the same limitation. On such day, such requests for redemption will be complied with in priority to subsequent requests.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by certain Sub-Funds and the related difficulties in determining the Net Asset Value of the Shares of certain Sub-Funds, the treatment of redemption requests may be postponed and/or the issue, redemptions and conversion of Shares suspended by the Board. In addition, the Board may, in such exceptional circumstances, extend the period for payment of redemption proceeds to such period as shall be necessary to realise the assets and/or repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company are invested.

If a redemption or conversion would reduce the value of the holdings of a single shareholder of Shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then the Board may decide that this request be treated as if such shareholder had requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his/her/its Shares of such Sub-Fund or Class.

The Company shall not give effect to any transfer of Shares in its register as a consequence of which an investor would not or no longer meet the minimum holding requirement.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be published in the sales documents of the Company.

Title III. Valuation - Determination of net asset value

Art. 10. Valuation Day/Frequency of calculation of Net Asset Value per Share. The Net Asset Value of Shares shall, for the purposes of the redemption, conversion and issue of Shares, be determined by the Company, from time to time, but in no instance less than once per year, as the Board may decide (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day").

Art. 11. Determination of Net Asset Value per Share. The net asset value of Share of each Class within each Sub-Fund (the "Net Asset Value") shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per Share figure and shall be determined as at any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the Company attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class, as at any such Valuation Day, by the number of Shares of the relevant Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per Share shall be calculated up to six decimal places.

The Net Asset Value may be adjusted as the Board or its delegate may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders' transactions.

If, since the time of determination of the Net Asset Value as at the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

7) the liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in;

8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

For the purpose of the determination of the Net Asset Value, the value of the assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board may consider appropriate to reflect the true value thereof.

(b) The value of securities (including shares or units of closed-ended undertakings for collective investment) which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available price or, if appropriate, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities.

(c) For non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is available, or securities for which the quoted prices are, in the opinion of the Board, not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith by the Board on the basis of foreseeable sale prices.

(d) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis.

(e) Each share or unit in an open ended undertaking for collective investment (including the shares held by a Sub-Fund of the Company in another Sub-Fund of the Company) will be valued at the last available net asset value whether estimated or final, which is computed for such unit or shares on the same Valuation Day, failing which, it shall be the last net asset value computed prior to the Valuation Day on which the Net Asset Value of the Shares in the Company is determined.

(f) If, since the day on which the latest Net Asset Value was calculated, events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of shares or units in other undertaking for collective investment held by the Company, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board, such change of value.

(g) Futures and options are valued by reference to the previous day's closing price on the relevant market; the market prices used are the futures exchanges settlement prices.

(h) Swaps are valued at fair value based on the last available closing price of the underlying security.

(i) All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board.

The Board may, at its discretion, permit some other method of valuation to be used, if it considers that such method of valuation better reflects the true value of any asset of the Company and is in accordance with good accounting practice.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

1) all loans, bills and accounts payable;

2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

3) all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, central administrative agent's and registrar and transfer agent's fees);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees payable to its investment managers/advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, the remuneration and out of pocket expenses of the Board, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's net asset value, the costs of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, the costs of publishing the issue and redemption

prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

There shall be established one pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(1) Proceeds resulting from the issue of Shares in different Sub-Funds shall be allocated in the Company's books to the pool of assets of that Sub-Fund and the assets, liabilities, commitments, revenues and expenses relating to that Sub-Fund shall be allocated to the corresponding pool in compliance with the provisions below.

If within any pool Class specific assets are held by the Company for a specific Class of shares, the value thereof shall be allocated to the Class concerned and the purchase price paid therefor shall be deducted, at the time of acquisition, from the proportion of the other net assets of the relevant pool which otherwise would be attributable to such Class;

(2) When an asset derives from another asset, such asset will be recorded in the Company's books under the Sub-Fund holding the asset from which it derived, and, on each new valuation of the asset, the increase or decrease in value shall be allocated to the corresponding Sub-Fund.

(3) When the Company incurs a liability attributable to a specific asset in a given pool of assets or to a transaction performed in relation to the assets of a given Sub-Fund, this liability shall be allocated to that Sub-Fund.

(4) If an asset or a liability cannot be allocated to a given Sub-Fund, this asset or liability shall be allocated to all Sub-Funds in equal parts or, if the amounts involved so justify, in proportion to the Net Asset Values of the relevant Sub-Funds or in any other manner the Board shall decide in good faith.

(5) Following a dividend distribution to shareholders of a Sub-Fund, the Net Asset Value of that Sub-Fund shall be reduced by the amount of the distribution.

If there have been created within a Sub-Fund two or more Classes, the allocation rules set above shall apply, *mutatis mutandis*, to such Classes.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board or by any agent which the Board may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

III. For the purpose of this Article:

1) Shares of the Company to be redeemed under article 9 shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day as at which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefor, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares and

4) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

Art. 12. Co-Management and Pooling. The Board may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the sales documents for the Shares.

Art. 13. Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per Share and of issue, redemption and conversion of Shares. The Board may suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Sub-Fund(s) and in consequence the issue, redemption and conversion of Shares of such Sub-Fund(s) in any of the following events:

(a) during any period when any of the principal markets or stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

(b) during any period when the net asset value of one or more undertaking for collective investment, in which the Company will have invested and the units or the shares of which constitute a significant part of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund(s), cannot be determined accurately so as to reflect their fair market value as at the Valuation Day or the calculation of this net asset value is suspended;

(c) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to Sub-Fund(s) would be impracticable;

(d) any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund(s) or the current prices or values on any market or stock exchange in respect of the assets attributable to such Sub-Fund(s);

(e) any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such Sub-Fund(s) or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange;

(f) if the Company or any Sub-Fund or Class is being or may be wound up, or following the date on which notice is given of the general meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company or the Sub-Fund or Class is to be proposed;

(g) during any period when in the opinion of the Board there exist circumstances outside of the control of the Company where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing in shares of any class of the Company.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and shall be notified to investors requesting issue of shares and to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Company at the time of the filing of the relevant request.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other Sub-Fund.

Any application for subscription, redemption or conversion of Shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund, in which case investors may give notice in writing that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company prior to the end of the period of suspension, such application will be dealt with on the first applicable Valuation Day following the end of the period of suspension.

If relevant, the above provisions will apply mutatis mutandis in relation to the suspension of the Net Asset Value of one or more Class(es) within a Sub-Fund.

Title IV. Management and supervision

Art. 14. The Company shall be managed by the Board composed of not less than three members (each a "Director"); members of the Board need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, another person to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 15. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It shall also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person (in respect of shareholder meetings) or another Director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telex, telefax or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex, fax or other electronic means capable of evidencing such appointment another Director as his proxy. One Director may represent one or more Directors. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex or telefax or any other electronic means capable of evidencing such vote.

Any Director may attend a meeting of the Board of Directors using teleconference or electronic means, provided that (i) the Director attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Corporation.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors are present or represented at a meeting of the Board. Decision shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms which may be signed on one or several counterparts.

The Board from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company.

Art. 16. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 17. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company. The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

The Board may appoint an alternative investment fund manager (within the meaning of the Law of 2013) as set forth in more details in the prospectus.

The Board may also appoint special committees, such as investment committees and advisory committees, as described more fully in the sales documents, in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee (s).

Art. 18. The Company will be bound towards third parties by the joint signature of any two Directors or by the joint or simple signature(s) of any other person(s) to whom such power has been delegated by the Board.

Art. 19. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other Company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of his/her/its connection and/or relationship with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used above, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, unless such personal interest is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

The Company may indemnify any Director, the AIFM or officer and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 20. Approved Statutory Auditor. The Company shall appoint an approved statutory auditor who shall carry out the duties prescribed by the Law. The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

The approved statutory auditor in office may only be removed by the shareholders on serious grounds.

Title V. General meeting of shareholders

Art. 21. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 22. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of June at 2 p.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board.

Other general meetings of shareholders or Class meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such Class. Two or several Classes may be treated as one single Class if such Classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant Classes.

Art. 23. The quorum and majority requirements required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Class and regardless of its net asset value per share, is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy.

Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attached to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 24. Shareholders will meet upon call by the Board or upon request of shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company, pursuant to notice setting forth the agenda sent in accordance with Luxembourg law to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

If and to the extent required by Luxembourg law, notice shall, in addition, be published in the Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper as the Board may decide.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Title VI. Accounting year, Allocation of profits

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on 1st January and shall terminate on 31st December of the same year. The first accounting year of the Company shall begin at its incorporation and shall terminate on 31 December 2016.

Art. 26. Appropriation of profits. Class meetings shall, upon proposal from the Board and within the limits provided by the Luxembourg law, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time declare distributions, or authorise the Board to declare distributions.

For any Class or Classes entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by the Luxembourg law. The annual general meeting of shareholders shall ratify any interim dividends resolved by the Board.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the relevant class is expressed or, in exceptional circumstances, in any other currency as selected by the Board and may be paid at any other places and times as may be determined by the Board.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Corporation becomes less than the minimum prescribed by law.

Art. 27. Depositary Agreement. The Company shall enter into a custodian agreement with a credit institution, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws, and in particular the Law (the "Depositary"). All assets of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the Law.

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Depositary, the Depositary will remain in function until the appointment, which must happen within two months, of another eligible credit institution.

Title VII. Dissolution, Liquidation

Art. 28. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 29. Merger of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or Class of Shares has decreased to or has not reached an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund or Class of Shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class of Shares concerned would justify it, the Board has the discretionary power to liquidate such Sub-Fund or Class of Shares by compulsory redemption of the Shares of such Sub-Fund or Class of Shares at their Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses), determined as at the Valuation Day at which such decision becomes effective. The Company shall publish a notice to the shareholders concerned by the compulsory redemption prior to the effective date for such redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless the Board otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class of Shares concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses).

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any Sub-Fund or Class of Shares may decide the redemption of all the Shares of such Sub-Fund or Class of Shares and refund to the shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realization prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the votes cast.

Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation for the benefit of the persons entitled thereto.

The Board may decide to allocate the assets (and liabilities) of any Sub-Fund to those of another existing sub-fund within the Company or to another undertaking for collective investment or to another Sub-Fund within such other undertaking for collective investment (the "New Sub-Fund") and to re-designate the Shares of the Sub-Fund concerned as Shares of the New Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this section (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a non EEA-based undertaking for collective investment, such decision shall be binding only on the shareholders who are in favor of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company or to another undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment may be decided upon by a general meeting of the shareholders and shall require a resolution of the shareholders of the contributing Sub-Fund where no quorum is required and adopted by a simple majority of the votes cast at such meeting, except when such amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type or with a non EEA-based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on the shareholders of the contributing Sub-Fund who have voted in favour of such amalgamation.

Title IX. AIFM Provisions

Art. 30. The depositary of the Company which must be appointed pursuant to Article 19(1) of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "Law of 2013") may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of Article 19(11) of the Law of 2013, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in Article 19(14) of the Law of 2013. The Company hereby expressly allows for such a discharge and, more generally, allows for any discharge by the depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations.

Information regarding any discharge by the depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article thirty-two of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 31.

1. Any prospective or existing investor may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment, resulting in a dis-advantage to certain or all of the other investors (a "Preferential Treatment") provided, however, that such preferential treatment does not result in an overall material disadvantage to other investors.

2. A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, reduced or no pre-emption, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Company's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company.

3. A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the investor or investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the Company's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company.

4. A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category or class of Shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company.

5. A Preferential Treatment is not necessarily assorted with the so-called "most favoured nation" clause in favour of all investors, meaning that, unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more investors have been accorded a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this investor, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this investor are identical to any of the investors to whom this Preferential Treatment has been accorded.

6. Whenever an investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article thirty-two of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 32. Any information or document that the Company must or wishes to disclose or be made available to some or all of the prospective or existing investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the sales documents, offering or marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, email or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations

The Company may freely determine from time to time the specific Information Means used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the sales documents or at the Company's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the Law of 2013 may be provided by means of a web-site without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the sales documents or at the Company's registered office.

Title VIII. General provisions

Art. 33. All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended and the Law.

These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Title IX. Transitory provisions

(1) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2016.

(2) The first annual general meeting will be held in 2017.

Statement

The undersigned notary declares, in accordance with the provisions of article 300 (2) of the law on commercial companies as amended, that he has verified the existence and the legality of the operations and formalities which need to be complied with by the Company and those required pursuant to the draft terms of division.

Decision of the sole shareholder of M Global Solutions

The sole shareholder of M Global Solutions, representing the entire subscribed capital, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the sole shareholder of M Global Solutions has taken the following resolutions:

1. The following persons are appointed as directors for a period expiring at the next annual general meeting:

Name	Address	Title
Marcelino Blanco	c/ Fortuny 6, 2º - 28010 Madrid, Spain	Chairman
Francois Leyss	29, boulevard Georges- Favon, CH-1204 Genève, Switzerland	Director
Jérôme Wigny	2, Place Winston Churchill, B.P. 425, L-2014 Luxembourg	Director

2. The registered office is fixed at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne in equal parts by the New Company and the Company as a result of the demerger are estimated at approximately EUR 8.500,-.

There being nothing further on the agenda the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing party hereto, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day beforementioned.

The document having been read to the appearing party, the appearing party together with the bureau and with the notary signed the present deed.

Signé: C. JAYER, M. JAMMAERS, M. ROUSSEAU et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 6 janvier 2016. Relation: 1LAC/2016/270. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 février 2016.

Référence de publication: 2016069931/774.

(160032893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Union Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 28.679.

Am 20. April 2016 hat die ordentliche Generalversammlung der Union Investment Luxembourg S.A. die Ernst & Young S.A., Luxembourg, zum Abschlussprüfer für das Geschäftsjahr 2016 bestellt. Die Berufsadresse der Ernst & Young S.A. lautet 35E, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg-Kirchberg.

Die Bestellung endet mit Ablauf der nächsten ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2017, die über den Jahresabschluss des am 31. Dezember 2016 endenden Geschäftsjahres beschließt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 21. April 2016.

Petra Hauer / Christine Born.

Référence de publication: 2016096498/14.

(160066523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

Union Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 28.679.

Das geänderte Sonderreglement, VBMH VermögensBasis welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102796/12.

(160073717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UniEuroStoxx 50, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102716/10.

(160072796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UniEuroStoxx 50, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102717/10.

(160072797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UniEuroRenta EM 2021, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102719/10.

(160072799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

**Amazon Europe Holding Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Amazon Europe Holding Technologies S.C.S.).**

Siège social: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.

R.C.S. Luxembourg B 101.270.

In the year two thousand and sixteen, on the first day of May,
before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

was held:

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the unlimited partner and the limited partner (the Partners) of Amazon Europe Holding Technologies S.C.S., a simple limited partnership (société en commandite simple) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 101.270 (the Company).

THERE APPEARED:

(1) Amazon Europe Holding LLC, a limited liability company incorporated and organized under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 2711, Centerville Road, Suite 400, 19808 Wilmington, State of Delaware, United States of America, being registered with the Delaware Secretary of State, Division of Corporations, under number 3769701 (the Unlimited Partner).

(2) Amazon.com Int'l Sales, Inc., a corporation incorporated and organized under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 2711, Centerville Road, Suite 400, 19808 Wilmington, State of Delaware, United States of America, being registered with the Delaware Secretary of State, Division of Corporations, under number 3083995 (the Limited Partner).

The Unlimited Partner and the Limited Partner are together referred to as the Partners and individually as a Partner.

The Partners are represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, whose professional address is at Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of two powers of attorney.

After signature ne varietur by the authorised representative of the Partners and the undersigned notary public, each power of attorney will remain attached to this deed and shall be filed with such deed with the registration authorities.

The Partners, represented as set out above, have requested the undersigned notary public to record the following:

I. that they are the Company's sole partners and that the Meeting is thus validly constituted and may deliberate on the items on the agenda, as set out below;

II. that the Company was incorporated on 7 June 2004 under private seal, an extract of which articles of association of the Company (the Articles) was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) on 13 August 2004 under number 835. Since then, the Articles have been amended several times and for the last time on 3 March 2016 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial on 23 March 2016 under number 840;

III. that the Company's share capital amounts to three thousand eight hundred and sixty-four euro (EUR 3,864.-) represented by fully paid-up shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, consisting of three thousand eight hundred and sixty-four (3,864) shares in total and being divided into one (1) unlimited partner share and three thousand eight hundred and sixty-three (3,863) limited partner shares;

IV. that the agenda of the Meeting is as follows:

1. Waiver of the convening notices;
2. Acknowledgement of the general partner certificate;

3. Approval of the increase of the share capital of the Company from the amount of three thousand eight hundred and sixty-four euro (EUR 3,864.-) represented by three thousand eight hundred and sixty-four (3,864) limited and unlimited shares, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, to the amount of fifteen thousand four hundred and fifty-six euro (EUR 15,456.-) represented by fifteen thousand four hundred and fifty-six (15,456) shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each, by way of incorporation into the share capital of share premium in an amount of eleven thousand five hundred ninety-two euro (EUR 11,592.-) (and more specifically the incorporation into the share capital of an amount of three (3) euro from the share premium account of the Unlimited Partner and eleven thousand five hundred and eighty-nine euro (EUR 11,589.-) from the share premium account of the Limited Partner) and with the issuance of an aggregate amount of eleven thousand five hundred and ninety-two (11,592) shares in the Company (and more specifically the issuance of three (3) additional unlimited partner shares to the Unlimited Partner and eleven thousand five hundred and eighty-nine (11,589) additional limited partner shares to the Limited Partner) effective as from the effective time of the Conversion;

4. Approval of the conversion of the Company's legal form from a Luxembourg simple limited partnership (société en commandite simple) into a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the Conversion) and, as a consequence of the Conversion, the conversion of all limited partner shares and all unlimited partner shares in the Company into shares of a Luxembourg limited liability company (société à responsabilité limitée) having the rights set out in the Articles and to convert the unlimited partner shares into class A shares of the Company and the limited partner shares into class B shares of the Company;

5. Change of article 3 (corporate object) of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“ **3.1.** The Company's purpose is to take participations and interests in any Luxembourg or foreign companies that are part of the Amazon group of companies; to grant exclusively to one of its direct or indirect wholly owned subsidiaries, any loans, advances or guarantees; and to acquire through contributions, firm purchases or options, or in any other way or develop in any way any intellectual property rights, patents, domain names and trademarks licenses and generally to hold, to license the right to use these rights to one or more of its associated companies, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and to subcontract the management and development of those rights, trademarks, and licenses.

3.2. The Company can perform all operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.”;

6. Amendment and full restatement of the Articles in order to reflect the above items of the agenda and to make the Articles compliant with the provisions governing Luxembourg limited liability companies (société à responsabilité limitée);

7. Confirmation that the Company will continue to own all its assets and liabilities following the Conversion without discontinuity or limitation;

8. Acknowledgement and approval of the resignation of the sole manager of the Company and granting of full discharge (quitus) for the exercise of its mandate;

9. Appointment of the new managers of the Company;

10. Amendment of the Partners' (or, following the Conversion, shareholders') register and all books and documents of the Company to reflect the above items of the agenda with power and authority given to any manager of the Company to proceed individually on behalf of the Company to the necessary amendments to the Partners' (or, following the Conversion, shareholders') register and all books and documents of the Company;

11. Acknowledgement and, to the extent necessary approval and ratification of, the transfer of the registered office of the Company to 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg upon Conversion;

12. Power of attorney; and

13. Miscellaneous.

These facts having been exposed and recognized as true by the Meeting, the Meeting, duly present or represented, unanimously resolves on the following:

First resolution

The entirety of the issued share capital of the Company being present or represented, the Meeting waives the requirement of sending convening notices, the Partners present or represented considering themselves as duly convened and declaring themselves to have perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Partners resolve to acknowledge the general partner certificate in which it is confirmed that the net-asset value of the Company is at least equal to fifteen thousand four hundred and fifty-six euro (EUR 15,456.-), i.e. the amount of the Company's share capital after the approval of the third resolution, plus the amount of any reserves which must be mandatorily maintained by virtue of the law and the Articles, a copy of which, after having been signed *ne varietur* by the authorised representative of the Partners and the undersigned notary public, shall remain attached to the present deed and shall be filed with such deed with the registration authorities.

Third resolution

The Partners further resolve to increase the share capital of the Company in order to bring the share capital from its present amount of three thousand eight hundred and sixty-four euro (EUR 3,864.-) represented by three thousand eight hundred and sixty-four (3,864) limited and unlimited partner shares, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, to the amount of fifteen thousand four hundred and fifty-six euro (EUR 15,456.-) represented by fifteen thousand four hundred and fifty-six (15,456) shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each, by way of the incorporation into the share capital of share premium in an amount of eleven thousand five hundred ninety-two euro (EUR 11,592.-) (and more specifically the incorporation into the share capital of an amount of three (3) euro from the share premium account of the Unlimited Partner) and eleven thousand five hundred and eighty-nine euro (EUR 11,589.-) from the share premium account of the Limited Partner (the Incorporated Reserves)) and with the issuance of an aggregate amount of eleven thousand five hundred ninety-two (11,592) shares in the Company (and more specifically the issuance of three (3) additional unlimited

partner shares to the Unlimited Partner and eleven thousand five hundred and eighty-nine (11,589) additional limited partner shares to the Limited Partner) effective as from the effective time of the Conversion.

The Partners acknowledge and confirm that the annual accounts for the financial year ending 31 December 2015 show that the Company has available reserves in the share premium account for an amount equal to at least the amount of the Incorporated Reserves.

Fourth resolution

The Partners resolve to convert, with immediate effect, the Company's legal form from a Luxembourg simple limited partnership (société en commandite simple) into a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with full continuity of the legal person and to change the denomination of the Company into Amazon Europe Holding Technologies S.à r.l.

Following the conversion of the legal form of the Company into a private limited liability company (société à responsabilité limitée), the existing fifteen thousand four hundred and fifty-six (15,456) limited and unlimited partner shares are converted into the same number of shares (parts sociales) having the rights as set out in the Articles as adopted in the fifth resolution hereafter, as follows:

- four (4) unlimited partner shares held by Amazon Europe Holding LLC into four (4) class A shares; and
- fifteen thousand four hundred and fifty-two (15,452) limited partner shares held by Amazon.com Int'l Sales, Inc. into fifteen thousand four hundred and fifty-two (15,452) class B shares.

Fifth resolution

The Partners resolve to amend article 3 (corporate object) of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“**3.1.** The Company's purpose is to take participations and interests in any Luxembourg or foreign companies that are part of the Amazon group of companies; to grant exclusively to one of its direct or indirect wholly owned subsidiaries, any loans, advances or guarantees; and to acquire through contributions, firm purchases or options, or in any other way or develop in any way any intellectual property rights, patents, domain names and trademarks licenses and generally to hold, to license the right to use these rights to one or more of its associated companies, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and to subcontract the management and development of those rights, trademarks, and licenses.

3.2. The Company can perform all operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.”

Sixth resolution

As a consequence of the resolutions taken above, the Partners resolve to amend and to completely restate the Articles which shall henceforth read as follows:

“I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Amazon Europe Holding Technologies S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's purpose is to take participations and interests in any Luxembourg or foreign companies that are part of the Amazon group of companies; to grant exclusively to one of its direct or indirect wholly owned subsidiaries, any loans, advances or guarantees; and to acquire through contributions, firm purchases or options, or in any other way or develop in any way any intellectual property rights, patents, domain names and trademarks licenses and generally to hold, to license the right to use these rights to one or more of its associated companies, sell or dispose of the same, in whole or

in part, for such consideration as the Company may think fit, and to subcontract the management and development of those rights, trademarks, and licenses.

3.2. The Company can perform all operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at fifteen thousand four hundred and fifty-six euro (EUR 15,456.-) represented by fifteen thousand four hundred and fifty-six (15,456) shares divided into four (4) class A shares (the Class A Shares) and fifteen thousand four hundred and fifty-two (15,452) class B shares (the Class B Shares) in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Rights of the shares on dividends and other distributions.

The dividend and distribution rights attached to the shares issued are the following:

a) The Class A Shares are shares that take a prior rank to the Class B Shares as regards the distribution of dividends and the payment of funds in the framework of a winding-up procedure, in so far as in any such distribution of dividends or payment of liquidation funds, the holder(s) of the Class A Shares shall, prior to any payment thereof to any holder(s) of the Class B Shares, receive an amount equal to the greater of (i) 0.1% (one-tenth of one percent) of the distributed dividends or liquidation funds, and (ii) the percentage equal to the holder(s) of Class A Shares' proportionate share of the Contribution Value (as defined below) of all shareholders of the Company;

b) The Class B Shares take rank after the Class A Shares and are preferred shares in so far as they give right to a preference on the remaining balance of any dividends or liquidation funds to be distributed after giving effect to paragraph (a) above (the Class B Portion), such that the amount to be distributed to each holder of Class B Shares shall equal the product of the Class B Portion multiplied by a fraction, the numerator of which is such shareholder's Contribution Value and the denominator of which is the aggregate Contribution Value of all holders of Class B Shares.

"Contribution Value" with respect to any shareholder means the total value of the contribution made by such shareholder against the issuance of the Company's shares, as valued at the time of issuance, whether allocated to the share capital of the Company or to its share premium account, as adjusted from time to time subsequent to the original issuance of such shares to reflect any increase or decrease in such shareholder's share premium account.

Art. 7. Share premium. Each time a share premium is paid to the Company by a shareholder, such share premium shall be allocated to a specific personal share premium account to be created for this purpose.

Each time the repayment of a share premium account is resolved under the conditions of the Law, such repayment shall be at the exclusive benefit of the shareholder having paid under the said share premium.

Art. 8. Shares.

8.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

8.2. The shares are freely transferable between shareholders.

8.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

8.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

8.5. The transfer of shares to third parties by reason of death must be approved by shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

8.6. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 190 of the Law and article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

8.7. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

8.8. The Company may redeem its own shares, provided:

(i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or

(ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 9. Appointment and removal of managers.

9.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

9.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 10. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

10.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

10.2. Procedure

(i) The Board shall choose from among its members a chairperson. They may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board or for such other matter as may be specified by the Board.

(ii) The Board shall meet at the request of any one (1) manager.

(iii) Notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the minutes of the meeting. Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted. Notice may be given by word of mouth, in writing, by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. Any manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A manager may grant in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means to another person (who need not be a manager or shareholder of the Company) a power of attorney in order to be represented at any Board meeting. Such person appointed as proxy may represent more than one manager.

(vi) In the event that there is more than one manager of the Company, two managers, present or represented, constitute a quorum. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or by two managers present or represented. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairperson or two managers.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other suitable means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature. Circular resolutions can be documented in a single document or in several documents having the same content.

10.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the sole manager and, in case of plurality of managers, the sole signature of any manager of the Company.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 11. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 12. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 13. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

13.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 13.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

13.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board, failing which following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting including the agenda of the meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice. Written notice for an annual general meeting, if any, shall be given to all shareholders at least twenty-one (21) days prior to the date of the meeting.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant a power of attorney to another person (who need not be a shareholder) in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means, in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

(xi) Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Art. 14. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 15. Financial year and approval of annual accounts.

15.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

15.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

15.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

15.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

15.5. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 16. Auditors.

16.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

16.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 17. Allocation of profits.

17.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

17.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend in the manner as described above under article 6, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

17.3. Interim dividends may be distributed at any time, in the manner as described above under article 6 and subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

18.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

18.2 The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in the manner as described above under article 6.

VII. General provisions

19.1 Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

19.2 Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

19.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

19.4 All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time."

Seventh resolution

The Partners resolve to confirm that the Company, upon the effectiveness of the Conversion, remains the owner of any and all its assets and liabilities without any limitations or discontinuity. The Company will thus continue to own all its assets and liabilities incurred or entered into before the effective date of the Conversion.

Eighth resolution

The Partners resolve to acknowledge, with immediate effect, the resignation of Amazon Europe Holding LLC, a corporation organized under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 2711, Centerville Road, Suite 400, Wilmington, State of Delaware 19808, United States of America, and registered with the Delaware Secretary of State

under number 3769701 as sole manager of the Company and to grant it full and complete discharge for the exercise of its mandate.

Ninth resolution

The Partners resolve to appoint the following persons as managers of the Company with immediate effect and for an unlimited duration:

- Mr. Scott Hayden, manager, born in Gary, Indiana, United States of America, on 17 July 1961, residing at 2021 7th Avenue, Seattle, WA 98121, United States of America;
- Ms. Eva Gehlin, manager, born in Gustav Vasa, Stockholm, Sweden, on 12 May 1962, residing at 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand Duchy de Luxembourg;
- Mr. Cem Sibay, manager, born in Ankara, Turkey, on 19 February 1975, residing at 31-33, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Ms. Barbara Scarafia, manager, born in Sindelfingen, Germany, on 25 September 1968, residing at 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand Duchy de Luxembourg.

Following the Conversion, the board of managers of the Company will consist of:

- Mr. Scott Hayden;
- Ms. Eva Gehlin;
- Mr. Cem Sibay; and
- Ms. Barbara Scarafia.

Tenth resolution

The Partners resolve to amend the Partners' (and after the Conversion, shareholders') register and all books and documents of the Company to reflect the above items of the agenda with power and authority given to any manager of the Company to, individually, proceed on behalf of the Company to the necessary amendments to the Partners' (and after the Conversion, shareholders') register, all books and documents of the Company.

Eleventh resolution

The Partners resolve to acknowledge and, to the extent necessary approve and ratify, the decision by the sole manager of the Company to transfer the registered office of the Company to 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg with effect as of the date of this notarial deed.

Twelfth resolution

The Partners resolve to empower and authorize each manager of the Company and any lawyer or employee at Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., each acting individually, to carry out all steps, formalities and procedures and to enter into any agreements or documents necessary or required to effect and/or to finalize the Conversion in accordance with Luxembourg law.

There being no further business, the Meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English text and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, the said proxyholders signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le premier jour de mai,
par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie:

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé commandité et l'associé commanditaire (les Associés) de Amazon Europe Holding Technologies S.C.S., une société en commandite simple régie par le droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 101.270 (la Société).

ONT COMPARU:

(1) Amazon Europe Holding LLC, une société à responsabilité limitée (limited liability company) constituée selon et régie par le droit de l'Etat du Delaware, dont le siège social se situe au 2711 Centerville Road, Suite 400, 19808 Wilmington, Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du secrétaire d'Etat du Delaware, département sociétés (Division of Corporations) sous le numéro 3769701, (l'Associé Commandité).

(2) Amazon.com Int'l Sales, Inc., une société constituée selon et régie par le droit de l'Etat du Delaware, dont le siège social se situe au 2711 Centerville Road, Suite 400, 19808 Wilmington, Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du secrétaire d'Etat du Delaware, département sociétés (Division of Corporations) sous le numéro 3083995 (l'Associé Commanditaire).

L'Associé Commandité et l'Associé Commanditaire sont collectivement désignés comme les Associés (Partners) et individuellement comme un Associé (Partner).

Les Associés sont représentés par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, dont l'adresse professionnelle se situe à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de deux procurations.

Après signature ne varietur par le mandataire de l'Associé concerné et du notaire instrumentant, chaque procuration restera attaché au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. qu'ils sont les uniques associés de la Société et que l'Assemblée est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à son ordre du jour, tels que fixés ci-dessous;

II. que la Société a été constituée le 7 juin 2004 sous seing privé, un extrait desdits statuts de la Société (les Statuts) a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) le 13 août 2004 sous le numéro 835. Depuis, les Statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 3 mars 2016 suivant un acte du notaire instrumentant, publié au Mémorial le 23 mars 2016, sous le numéro 840;

III. que le capital social de la Société s'élève à trois mille huit cent soixante-quatre euros (EUR 3.864,-) représenté par des parts sociales entièrement libérées, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, consistant en un total de trois mille huit cent soixante-trois (3.863) parts sociales et se composant d'une (1) part sociale commandité et trois mille huit cent soixante-trois (3.863) parts sociales commanditaires;

IV. que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Pris d'acte du certificat du gérant;

3. Approbation de l'augmentation de capital de la Société de son montant de trois mille huit cent soixante-quatre euros (EUR 3.864,-) représenté par trois mille huit cent soixante-quatre (3.864) parts sociales commandité et commanditaires, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, au montant de quinze mille quatre cent cinquante-six euros (EUR 15.456,-), représenté par quinze mille quatre cent cinquante-six (15.456) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, par voie de l'incorporation d'une prime d'émission d'un montant de onze mille cinq cent quatre-vingt-douze euros (EUR 11.592,-) dans le capital social (et plus précisément de l'incorporation dans le capital social d'un montant de trois (3) euros à partir du compte de prime d'émission de l'Associé Commandité et onze mille cinq cent quatre-vingt-neuf euros (EUR 11.589,-) à partir du compte de prime d'émission de l'Associé Commanditaire) et avec l'émission d'un total de onze mille cinq cent quatre-vingt-douze (11.592) parts sociales de la Société (et plus précisément de l'émission de trois (3) parts sociales commandités supplémentaires au profit de l'Associé Commandité et onze mille cinq cent quatre-vingt-neuf (11.589) parts sociales commanditaires supplémentaires au profit de l'Associé Commanditaire) prenant effet à compter de la date effective de la Conversion;

4. Approbation de la conversion de la forme juridique de la Société d'une société en commandite simple de droit luxembourgeois en une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois (la Conversion) et, suite à la Conversion, la conversion de toutes les parts sociales commanditaires et les parts sociales commandités au sein de la Société en parts sociales de société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, conférant les droits précisés dans les Statuts et, la conversion des parts sociales commandités en parts sociales de classe A de la Société, et des parts sociales commanditaires en parts sociales de classe B de la Société;

5. Modification de l'Article 3 (objet social) des Statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **3.1.** L'objet de la Société est la prise de participations et de parts au sein de toute société de droit luxembourgeois ou de droit étranger qui appartiennent au groupe de sociétés Amazon, d'accorder exclusivement à toute filiale directement ou indirectement et intégralement détenues, tout prêt, avances ou garanties, et d'acquérir par des apports, achats ou options fermes, ou de tout autre manière ou de développer de toute autre façon, tout droit de propriété intellectuelle, brevets, noms de domaine et licences d'utilisation de marques déposées et de détenir de manière générale, concéder son droit d'utilisation de ces droits à une ou plusieurs de ses sociétés associées, céder ou disposer de ce droit, en totalité ou en partie, en contrepartie de ce que la Société jugera approprié, et de sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, marques déposées et licences.

3.2. La Société peut réaliser toutes les opérations, en lien direct ou indirect avec tous les domaines décrits ci-dessus, qui facilitent la réalisation de son objet social.»

6. Modification et refonte intégrale des Statuts à l'effet de refléter les points ci-dessus portés à l'ordre du jour, et de rendre les Statuts conformes aux dispositions régissant les sociétés à responsabilité limitée de droit luxembourgeois;

7. Confirmation que la Société continuera à détenir sans discontinuité, ni restriction, l'intégralité de ses actifs et passifs à la suite de la Conversion;

8. Prise d'acte et approbation de la démission du gérant unique de la Société et octroi de décharge (quitus) pour l'accomplissement de son mandat;

9. Désignation de nouveaux gérants de la Société;

10. Modification du registre des Associés (Partners) (ou suite à la Conversion, des associés (shareholders)), de tous les livres et documents de la Société à l'effet de refléter les points ci-dessus portés à l'ordre du jour, avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société afin de procéder, individuellement pour le compte de la Société, aux modifications nécessaires du registre des Associés (Partners) (ou suite à la Conversion, des associés (shareholders)) et de tous les livres et documents de la Société;

11. Prise d'acte et, dans la mesure du nécessaire, approbation et ratification du transfert, dès la Conversion, du siège social de la Société au 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

12. Procuration; et

13. Divers.

Les présents faits ayant été exposés et reconnus comme sincères par l'Assemblée, cette dernière, valablement présente ou représentée, décide de ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'intégralité du capital social émis de la Société étant présente ou représentée, l'Assemblée renonce à l'exigence de l'envoi d'avis de convocations, les Associés, présents ou représentés se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

Les Associés décident de prendre acte du certificat du gérant et selon lequel il est confirmé que la valeur nette d'inventaire de la Société est au moins égale à quinze mille quatre cent cinquante-six euros (EUR 15.456,-), c'est-à-dire le montant du capital de la Société suite à l'approbation de la troisième résolution, plus le montant de toutes les réserves qui doivent être obligatoirement conservées en vertu de la loi et des Statuts, une copie de chacun d'eux, après signature ne varietur par le mandataire des Associés et du notaire instrumentant, restera attaché au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Troisième résolution

Les Associés décident en outre d'augmenter le capital de la Société, afin de le porter de son montant actuel de trois mille huit cent soixante-quatre euros (EUR 3.864,-) représenté par trois mille huit cent soixante-quatre (3.864) parts sociales commandité et commanditaires, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, au montant de quinze mille quatre cent cinquante-six euros (EUR 15.456,-), représenté par quinze mille quatre cent cinquante-six (15.456) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, par voie de l'incorporation d'une prime d'émission d'un montant de onze mille cinq cent quatre-vingt-douze euros (EUR 11.592,-) dans le capital social (et plus précisément de l'incorporation dans le capital social d'un montant de trois euros (EUR 3,-) à partir du compte de prime d'émission de l'Associé Commandité) et onze mille cinq cent quatre-vingt-neuf euros (EUR 11.589,-) à partir du compte de prime d'émission de l'Associé Commanditaire (les Réserves Incorporées)), et de l'émission d'un total de onze mille cinq cent quatre-vingt-douze (11.592) parts sociales de la Société (et plus précisément de l'émission de trois (3) parts sociales commandités supplémentaires au profit de l'Associé Commandité et onze mille cinq cent quatre-vingt-neuf (11.589) parts sociales commanditaires supplémentaires au profit de l'Associé Commanditaire) prenant effet à compter de la date effective de la Conversion.

Les Associés reconnaissent et confirment que les comptes annuels pour l'exercice social s'achevant le 31 décembre 2015 montrent que la Société dispose, au compte de prime d'émission, de réserves disponibles d'un montant équivalent au moins à celui des Réserves Incorporées.

Quatrième résolution

Les Associés décident de convertir, avec effet immédiat, la forme juridique de la Société d'une société en commandite simple de droit luxembourgeois en une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec pleine continuité de la personnalité juridique et de modifier la dénomination de la Société en Amazon Europe Holding Technologies S.à r.l..

En conséquence de la conversion de la forme juridique de la Société en une société à responsabilité limitée, les quinze mille quatre cent cinquante-six (15.456) parts sociales commandités et commanditaires existantes sont converties en un même nombre de parts sociales conférant les droits précisés dans les Statuts tels qu'adoptés dans la cinquième résolution ci-dessous, de la manière suivante:

- quatre (4) parts sociales commandités détenues par Amazon Europe Holding LLC en quatre (4) parts sociales de classe A; et

- quinze mille quatre cent cinquante-deux (15.452) parts sociales commanditaires détenues par Amazon.com Int'l Sales, Inc. en quinze mille quatre cent cinquante-deux (15.452) parts sociales de classe B.

Cinquième résolution

Les Associés décident de modifier l'article 3 (objet social) des Statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« 3.1. L'objet de la Société est la prise de participations et de parts au sein de toute société de droit luxembourgeois ou de droit étranger qui appartiennent au groupe de sociétés Amazon, d'accorder exclusivement à toute filiale directement ou indirectement et intégralement détenues, tout prêt, avances ou garanties, et d'acquérir par des apports, achats ou options fermes, ou de tout autre manière ou de développer de toute autre façon, tout droit de propriété intellectuelle, brevets, noms de domaine et licences d'utilisation de marques déposées et de détenir de manière générale, concéder son droit d'utilisation de ces droits à une ou plusieurs de ses sociétés associées, céder ou disposer de ce droit, en totalité ou en partie, en contrepartie de ce que la Société jugera approprié, et de sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, marques déposées et licences.

3.2. La Société peut réaliser toutes les opérations, en lien direct ou indirect avec tous les domaines décrits ci-dessus, qui facilitent la réalisation de son objet social.»

Sixième résolution

En conséquence des résolutions prises ci-dessus, les Associés décident de modifier et de reformuler intégralement les Statuts qui auront désormais la teneur suivante:

«I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «Amazon Europe Holding Technologies S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par une décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, agissant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Des succursales, filiales ou autres bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations et de parts au sein de toute société de droit luxembourgeois ou de droit étranger qui appartiennent au groupe de sociétés Amazon, d'accorder exclusivement à toute filiale directement ou indirectement et intégralement détenues, tout prêt, avances ou garanties, et d'acquérir par des apports, achats ou options fermes, ou de tout autre manière ou de développer de toute autre façon, tout droit de propriété intellectuelle, brevets, noms de domaine et licences d'utilisation de marques déposées et de détenir de manière générale, concéder son droit d'utilisation de ces droits à une ou plusieurs de ses sociétés associées, céder ou disposer de ce droit, en totalité ou en partie, en contrepartie de ce que la Société jugera approprié, et de sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, marques déposées et licences.

3.2. La Société peut réaliser toutes les opérations, en lien direct ou indirect avec tous les domaines décrits ci-dessus, qui facilitent la réalisation de son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à quinze mille quatre cent cinquante-six euros (EUR 15.456,-) représenté par quinze mille quatre cent cinquante-six (15.456) parts sociales divisées en quatre (4) parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A) and quinze mille quatre cent cinquante-deux (15.452) parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Class B) sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Droits attachés aux parts sociales sur les dividendes et autres distributions.

Les droits à dividende et autre distribution attachés aux parts sociales émises sont les suivants:

a) Les Parts Sociales de Classe A sont des parts sociales qui ont un rang prioritaire sur celui des Parts Sociales de Classe B en ce qui concerne la distribution de dividendes et le paiement de fonds dans le cadre d'une procédure de liquidation, dans la mesure ou pour cette distribution de dividendes ou paiement de fonds de liquidation, le ou les détenteurs des Parts Sociales de Classe A reçoivent, avant tout paiement de ceux-ci au(x) détenteur(s) de Parts Sociales de Classe B, un montant équivalent au montant le plus important entre (i) 0,1% (un dixième de pourcent) des dividendes ou fonds de liquidation distribués, et (ii) le pourcentage égal à la participation proportionnelle du ou des détenteurs des Parts Sociales de Classe A dans la Valeur de Contribution (telle que définie ci-dessous) de tous les associés de la Société;

b) Les Parts Sociales de Classe B sont d'un rang inférieur aux Parts Sociales de Classe A et sont des parts sociales préférentielles dans la mesure ou elles confèrent un droit préférentiel sur le solde restant de tout dividendes ou fonds de liquidation à distribuer après avoir donné effet au paragraphe (a) ci-dessus (la Part de Classe B), de sorte que le montant à distribuer à chaque détenteur de Parts Sociales de Classe B soit équivalent au produit de la Portion de Classe B multiplié par une fraction, dont le numérateur est la Valeur de Contribution de cet associé et dont le dénominateur est le montant total de la Valeur de Contribution de tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe B.

«Valeur de Contribution» en ce qui concerne un associé, signifie la valeur totale de la contribution faite par cet associé en contrepartie de l'émission des parts sociales de la Société, à la valeur fixée au moment de l'émission, affectée soit au capital social de la Société ou à son compte de prime d'émission, telle que rajustée de temps à autre après l'émission initiale de ces parts sociales afin de refléter toute augmentation ou diminution du compte de prime d'émission de cet associé.

Art. 7. Prime d'émission. A chaque fois qu'une prime d'émission est versée à la Société par un associé, cette prime d'émission est affectée à un compte de prime d'émission personnel spécifique qui est créé à cet effet.

A chaque fois que le remboursement d'un compte de prime d'émission est décidé en vertu des dispositions de la Loi, ce remboursement est réalisé au bénéfice exclusif de l'associé ayant effectué le versement de ladite prime d'émission.

Art. 8. Parts sociales.

8.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

8.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

8.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

8.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

8.5. La cession de parts sociales à un tiers par suite d'un décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts des droits détenus par les survivants.

8.6. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 190 de la Loi et l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

8.7. Un registre des associés est conservé au siège social et peut être consulté sur demande de tout associé.

8.8. La Société peut racheter ses propres parts sociales, à condition:

(i) qu'elle dispose des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou

(ii) que le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 9. Nomination et révocation des gérants.

9.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être des associés.

9.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une résolution des associés.

Art. 10. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils composent le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de deux différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

10.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

10.2. Procédure

(i) Le Conseil nomme un président parmi ses membres. Le Conseil peut également nommer un secrétaire qui ne doit pas nécessairement être un gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux lors des assemblées du Conseil ou de tout autre sujet qui peut être spécifié par le Conseil.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation d'un (1) gérant.

(iii) Il sera donné à tous les gérants une convocation de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront précisées dans le procès-verbal de la réunion. Toute convocation mentionnera le lieu et l'horaire de la réunion ainsi que l'objet des affaires à traiter.

La convocation peut être diffusée par bouche-à-oreille, par écrit, par télécopie, câble, moyens électronique ou tout autre moyen de communication approprié.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Tout gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion par écrit ou par télécopie, câble, moyens électronique ou tout autre moyen de communication approprié, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant aux lieux et aux heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un gérant peut donner, par écrit ou par télécopie, câble ou tout autre moyen de communication électronique, une procuration à une autre personne (qui n'a pas besoin d'être un gérant ou un associé de la Société) afin de le représenter à toute réunion du Conseil. Laquelle personne nommée comme mandataire peut représenter plus d'un gérant.

(vi) En cas de pluralité de gérants de la Société, deux gérants, présents ou représentés, constituent le quorum requis. Les résolutions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou par deux gérants présents ou représentés. Tout extrait ou copie de ces procès-verbaux sont signés par le président ou deux gérants.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature. Les résolutions circulaires peuvent être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

10.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, la signature unique de tout gérant de la Société.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) (les) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 11. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil, aux gérants ou à un gérant doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 12. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur mandat, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 13. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

13.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 13.1.(ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

13.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil ou, à défaut, à la demande d'associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale comprenant l'ordre du jour de l'assemblée est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation. Une convocation écrite à une assemblée générale annuelle, le cas échéant, est donnée à tous les associés au moins vingt et un (21) jours avant la date de ladite assemblée.

(iii) Quand des résolutions sont à adopter par écrit, le Conseil communique le texte de ces résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, elle peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration à toute autre personne (associé ou non), par écrit ou par télécopie, câble, moyen électronique ou tout autre moyen de télécommunication approprié, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les résolutions à adopter aux Assemblées Générales le sont par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les résolutions sont adoptées à la seconde Assemblée Générale à la majorité des votes exprimés, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Les Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées aux conditions de quorum et de majorité détaillées ci-dessus et elles portent la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé par le Conseil.

(xi) Sauf dans le cas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent être consignés dans des procès-verbaux ou rédigés par écrit.

Art. 14. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

- (i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;
- (ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et
- (iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 15. Exercice social et approbation des comptes annuels.

15.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

15.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et les comptes de pertes et profits, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes de son ou ses gérants et associés envers la Société.

15.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

15.4. Le bilan et les comptes de pertes et profits doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

15.5. Si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 16. Commissaires aux comptes / réviseurs d'entreprises.

16.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

16.2. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les mandats des commissaires aux comptes peuvent être reconduits par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être ou non des associés.

Art. 17. Affectation des bénéfices.

17.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette exigence cesse quand la Réserve Légale atteint un montant équivalent à dix pour cent (10%) du capital social.

17.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent décider d'un paiement de dividende de la manière décrite à l'article 6 ci-dessus, affecter le solde à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

17.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, de la manière décrite à l'article 6 ci-dessus, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que des bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la Réserve Légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être prise par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés par la distribution d'un dividende intérimaire.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer le remboursement des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement réalisés et les associés sont tenus de rembourser immédiatement l'excédent à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

18.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui ne seront pas nécessairement des associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

18.2 Le boni de liquidation (le cas échéant) après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, est distribué aux associés de la manière décrite à l'article 6 ci-dessus.

VII. Dispositions générales

19.1 Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

19.2 Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

19.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence ou des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

19.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.»

Septième résolution

Les Associés décident de confirmer que la Société, à la suite de la Conversion, reste la propriétaire de l'intégralité de ses actifs et passifs sans discontinuité, ni restriction. Par conséquent, la Société continuera de détenir l'intégralité de ses actifs et passifs engagés ou conclus avant la date d'effet de la Conversion.

Huitième résolution

Les Associés décident de prendre acte, avec effet immédiat, la démission de Amazon Europe Holding LLC, une société régie selon les lois de l'Etat du Delaware, dont le siège social est établi au 2711, Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Etat du Delaware 19808, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat du Delaware (Delaware Secretary of State) sous le numéro 3769701 en tant que gérant unique de la Société et de lui accorder pleine et entière décharge pour l'accomplissement de son mandat.

Neuvième résolution

Les Associés décident de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- M. Scott Hayden, gérant, né à Gary, Indiana, Etats-Unis d'Amérique, le 17 juillet 1961 et de résidence au 2021 7th Avenue, Seattle, WA 98121, Etats-Unis d'Amérique;

- Mme Eva Gehlin, gérante, née à Gustav Vasa, Stockholm, Suède, le 12 mai 1962 et de résidence au 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Cem Sibay, gérant, né à Ankara, Turquie, le 19 février 1975 et de résidence au 31-33, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Mme Barbara Scarafia, gérante, née à Sindelfingen, Allemagne, le 25 septembre 1968 et de résidence au 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A la suite de la Conversion, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- M. Scott Hayden;

- Mme Eva Gehlin;

- M. Cem Sibay; et

- Mme Barbara Scarafia.

Dixième résolution

Les Associés décident de modifier le registre des Associés (Partners) (et suite à la conversion, des associés (shareholders)) ainsi que tous les livres et documents de la Société à l'effet de refléter les points ci-dessus portés à l'ordre du jour, avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société afin de procéder, individuellement, pour le compte de la Société, aux modifications nécessaires du registre des Associés (Partners) (et suite à la conversion, des associés (shareholders)), de tous les livres et documents de la Société.

Onzième résolution

Les Associés décident de prendre acte, et, dans la mesure du nécessaire, approuvent et ratifient la décision du gérant unique de la Société de transférer le siège social de la Société au 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet à la date du présent acte notarié.

Douzième résolution

Les Associés décident d'octroyer pouvoir et autorisent tout gérant et tout avocat ou employé de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., chacun agissant individuellement, d'accomplir toutes les étapes, formalités et procédures et de conclure tout accord ou document nécessaires ou requis pour effectuer et/ou finaliser la Conversion conformément à la loi luxembourgeoise.

Plus aucun autre point ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française. A la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Pétange, à la date mentionnée en tête du présent document.

Le document ayant été lu aux mandataires des parties comparantes, ils ont signé avec le notaire le présent acte original.
Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 mai 2016. Relation: EAC/2016/10410. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016102930/843.

(160075133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2016.

UniEuroRenta Real Zins, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102720/10.

(160072800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UniEuroRenta Real Zins, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102721/10.

(160072801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UniEuroRenta EmergingMarkets, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102723/10.

(160072803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UnionProtect: Europa (CHF), Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102724/10.

(160072918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UnionProtect: Europa (CHF), Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102725/10.

(160072919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UniKonzept: Portfolio, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102726/10.

(160072920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Axsol Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 144.969.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *17 mai 2016* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016099316/506/16.

Europe 27 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 162.457.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 17 mai 2016 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du Rapport de gestion du conseil d'administration et du Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016100176/755/18.

Launer International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 49.356.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 29 février 2016.

Référence de publication: 2016072292/10.

(160036473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 2016.

LF Hotels Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 165.946.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le vendredi 26 février 2016.

Pour la société

Me Martine DECKER

Notaire

Référence de publication: 2016072301/13.

(160035999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 2016.

Lux European Holdings Subsidiary S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 135.613.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 29 février 2016.

Référence de publication: 2016072282/10.

(160036475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 2016.

UniGlobal II, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102733/10.

(160072927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UniGlobal II.

R.C.S. Luxembourg B 28.679.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102732/11.

(160072926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UniKonzept Dividenden, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102731/10.

(160072925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UniMarktführer, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102729/10.

(160072923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UniKonzept Dividenden, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102730/10.

(160072924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

UniVario Point: Sicherheit, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 18. März 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. März 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016102763/10.

(160073435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.
